

14 octobre 2021

(21-7799)

Page: 1/2

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

**RAPPORTS SEMESTRIELS AU TITRE DE  
L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD**

*Révision*

1. Les Membres qui ont présenté des rapports semestriels, des rapports indiquant qu'aucune action n'a été menée, ou des notifications uniques, depuis la dernière version du document, sont indiqués en **caractères gras**. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur leurs actions en matière de droits compensateurs pendant la période allant du **1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2020**: Australie; Brésil; Canada; Chine; États-Unis; Inde; Mexique; Pérou; Turquie; Royaume-Uni; Union européenne; et Viet Nam.

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas mené d'actions en matière de droits compensateurs pendant la période considérée:

Afrique du Sud <sup>1</sup>	Équateur	Madagascar	Philippines
Arabie saoudite, Royaume d' <sup>2</sup>	Eswatini <sup>4</sup>	Malaisie	République kirghize <sup>3</sup>
Argentine	Fédération de Russie <sup>3</sup>	Maroc	<b>Singapour</b>
Arménie <sup>3</sup>	Guatemala	Moldova, République de	Taipei chinois <sup>5</sup>
Bahreïn, Royaume de <sup>2</sup>	Honduras	Monténégro	Thaïlande
Botswana <sup>4</sup>	Israël	Namibie <sup>4</sup>	Trinité-et-Tobago
Chili	Jamaïque	<b>Nicaragua</b>	Ukraine <sup>5</sup>
Colombie <sup>5</sup>	Japon	Nouvelle-Zélande	Uruguay
Corée, République de	<b>Jordanie</b>	Oman <sup>2</sup>	Viet Nam
Costa Rica	Kazakhstan <sup>3</sup>	Pakistan	Zimbabwe
Émirats arabes unis <sup>2</sup>	Koweït, État du <sup>2</sup>	<b>Panama</b>	
Égypte	Lesotho <sup>4</sup>	Paraguay	

3. Les Membres ci-après, qui ont notifié les autorités compétentes, n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Albanie; Bangladesh; Bolivie, État plurinational de; El Salvador; Fidji; Ghana; Indonésie; Islande; Macédoine du Nord; Nigéria; Norvège; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Samoa; Tunisie; Uruguay; Venezuela, République bolivarienne du; et République dominicaine.

4. Les Membres ci-après, qui n'ont pas notifié d'autorités compétentes, n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Antigua-et-Barbuda; Brunéi Darussalam; Cabo Verde; Djibouti; Grenade; Guinée-Bissau; Îles Salomon; Libéria; Mauritanie; Niger; République centrafricaine; Rwanda; Seychelles; Tadjikistan; Tanzanie; Tchad; Togo; et Yémen.

<sup>1</sup> Membre de la SACU.

<sup>2</sup> Membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

<sup>3</sup> Membre de l'Union économique eurasiatique (UEE). Toutes les actions en matière de droits compensateurs sont menées dans l'ensemble des pays de l'UEE.

<sup>4</sup> Membre de la SACU. Toutes les actions en matière de droits compensateurs sont menées dans l'ensemble des pays de la SACU. Les membres de la SACU sont en train d'établir leurs propres autorités chargées des enquêtes, comme l'exige l'Accord de la SACU de 2002.

<sup>5</sup> Ces Membres ont notifié les mesures définitives en vigueur dans les documents: G/SCM/N/371/COL, G/SCM/N/371/TPKM et G/SCM/N/371/UKR.

5. Les Membres<sup>6</sup> ci-après ont présenté une notification unique au titre de l'article 25.11 et 25.12 de l'Accord: Afghanistan; Angola; Barbade; Belize; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Cameroun; Congo; Côte d'Ivoire; Cuba; Dominique; Gabon; Gambie; Géorgie; Guinée; Guyana; Haïti; Hong Kong, Chine; Kenya; Liechtenstein; Macao, Chine; Malawi; Maldives; Mali; Maurice; Mongolie; Mozambique; Myanmar; Népal; Ouganda; Papouasie-Nouvelle-Guinée; République démocratique populaire lao; République démocratique du Congo; Saint-Kitts-et-Nevis; Sainte-Lucie; Sénégal; Sierra Leone; Sri Lanka; Suisse; Suriname; Tonga; Vanuatu; et Zambie.

---

---

<sup>6</sup> Voir la série de documents G/SCM/N/202/..., et le modèle de notification figurant dans le document G/SCM/129.